



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet de Côte-d'Or

dossier n° PC 021 231 24 R0102

date de dépôt : 15 juillet 2024

demandeur : **UNIVERSITE de BOURGOGNE**

pour : - l'aménagement d'un local de stockage
existant pour l'aménagement de la "salle
blanche";

- la création d'une extension pour mise en œuvre
d'un sas à la "salle blanche";

- l'aménagement d'une rampe métallique pour
assurer le cheminement piéton sur la toiture
terrasse notamment au droit des relevés
maçonnés du joint de dilatation du bâtiment

adresse terrain : 6, boulevard Gabriel, à Dijon
(21000)

SERVICE INSTRUCTEUR

Direction Départementale des Territoires

Cyrille AUFFRET

03 80 29 43 40

cyrille.auffret@cote-dor.gouv.fr

**La directrice départementale des territoires
à**

**AAGroup Dijon,
22 AV Marbotte
21000 DIJON**

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 15 juillet 2024, pour un projet d'aménagement d'un local de stockage existant pour l'aménagement de la "salle blanche"; la création d'une extension pour mise en œuvre d'un sas à la "salle blanche", l'aménagement d'une rampe métallique pour assurer le cheminement piéton sur la toiture terrasse notamment au droit des relevés maçonnés du joint de dilatation du bâtiment situé 6 BD Gabriel, à Dijon (21000).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe **de 3 mois**, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- Votre projet porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques. En conséquence et en application de l'article R. 425-16 du Code de l'urbanisme le permis doit faire l'objet de l'accord prévu par l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, délivré par le préfet de Région.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, **le délai d'instruction de votre demande de permis de construire doit être porté à 5 mois** en application de l'article R. 423-28 a) du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

CAS OU UN PERMIS TACITE N'EST PAS POSSIBLE

L'article R. 424-2 prévoit que, « par exception au b de l'article R. 424-1, le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet dans les cas suivants : [...]

- **Immeuble inscrit** ou adossé à un immeuble classé »

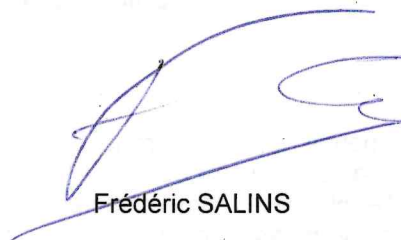
Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible;

Si aucune décision ne vous est envoyée dans le délai de 5 mois à compter du dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, vous pourrez considérer que votre demande est refusée, en application de l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.

Je vous prie de croire, monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

A DIJON, le 12/08/2024

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des territoires,
Le responsable du service urbanisme, connaissance et appui aux territoires,



Frédéric SALINS

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Délais et voies de recours contre une décision tacite de refus : le (ou les) demandeur(s) du permis pourra également contester la légalité d'une éventuelle décision tacite de refus dans les deux mois qui suivent la date de cette décision. A cet effet il pourra saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

L'article R. 424-2.c du code de l'urbanisme prévoit que le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet, lorsque le projet porte sur un immeuble inscrit ou adossé à un immeuble classé au titre des monuments historiques.

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible.

Si aucune décision ne vous est envoyée dans le délai de 6 mois à compter du dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, vous pourrez donc considérer que votre demande est refusée.